

Un homme d'une conviction profonde et contagieuse

Docteur en droit de l'Université d'Innsbruck en Autriche, **PETER LEUPRECHT** a été, de 1961 à 1997, au Conseil de l'Europe, Directeur des droits de l'homme et Secrétaire général adjoint. C'est dans ce cadre qu'il a rencontré le père Joseph Wresinski et le Mouvement ATD Quart Monde. Conseiller au Ministère canadien de la Justice, de 1997 à 1999, il a aussi été représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour les droits de la personne au Cambodge de 2000 à 2005. Professeur au Département des sciences juridiques de l'UQAM et ancien doyen de la Faculté de droit de l'Université McGill, il s'est spécialisé dans les domaines du droit international et des droits de la personne. Il a été directeur de l'Institut d'études internationales de Montréal de 2005 à 2008.

La rencontre avec le père Joseph Wresinski et le Mouvement ATD Quart Monde a marqué durablement l'auteur, sa perception des droits humains et son engagement en leur faveur.

Mon premier contact avec le Mouvement remonte aux années 80. En novembre 1984, alors que j'étais Directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe, nous avons organisé au Palais de l'Europe à Strasbourg un Colloque international sur *Le droit des familles à vivre dans la dignité*.

Riches souvenirs

Le père Joseph a activement participé à ce Colloque. Je l'ai aussi connu en marge de l'événement, notamment au cours d'un dîner amical chez nous, dans le village de Berstett, à une quinzaine de kilomètres de Strasbourg.

Le Colloque de 1984 a marqué le début d'une longue et fructueuse coopération entre le Conseil de l'Europe et le Mouvement, à laquelle j'ai eu le privilège de contribuer. C'est ainsi qu'en avril 1986, j'ai été appelé à témoigner devant le Conseil économique et social de France, dans le cadre de la préparation de son important rapport sur *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*. Après mon intervention, un dialogue s'est engagé entre le père Joseph et moi-même au cours duquel il m'a adressé cet appel : « *J'aimerais que vous nous aidiez à poursuivre cette réflexion à propos de l'influence des plus défavorisés sur l'évolution des droits humains.* » Au fil des décennies qui ont suivi, j'ai gardé cet appel à l'esprit.

Le père Joseph m'a impressionné comme un homme d'une conviction profonde et contagieuse, un homme de terrain qui savait de quoi il parlait en évoquant et dénonçant le scandale de la misère. Il n'était pas un homme de grands discours ni un donneur

de leçons, mais un homme d'action. Il respirait la force, une force tranquille et tenace. Il avait une grande faculté d'écoute. Il savait transmettre à d'autres le feu qui brûlait en lui. Que de personnalités formidables sont devenues ses alliées ! Je me souviens de certaines et certains d'entre elles : Alwine de Vos van Steenwijk, grande dame issue de la Résistance qui a épousé la lutte contre la misère ; Mascha Join-Lambert qui faisait souffler un vent de fraîcheur dans les réunions des ONG auprès du Conseil de l'Europe ; Eugen Brand, profond et déterminé. En me rappelant les chemins parcourus pendant des décennies, je constate que les pas du Mouvement et les miens se sont croisés avec ceux de remarquables alliés tels que Bronislaw Geremek, grand historien de la pauvreté, et Tadeusz Mazowiecki, homme d'une émouvante humanité. Que de souvenirs ! Dans son remarquable essai *Au ralenti. Vieillesse, mémoire, mort*, Norberto Bobbio écrit à l'adresse des vieux : « *Les souvenirs sont l'une de tes richesses – outre les affections que tu as nourries, les pensées que tu as pensées, les actions que tu as accomplies –, les souvenirs que tu as conservés et que tu n'as pas laissé s'évanouir...* ».

Pour moi, la rencontre et la collaboration avec le père Joseph et le Mouvement ATD Quart Monde font partie de ces souvenirs-là.

Où est le problème ?

Lorsque les conclusions du Colloque de novembre 1984 ont été examinées par les délégués des Ministres (les représentants permanents des États membres du Conseil de l'Europe), l'ambassadeur d'un pays nordique a dit : « *Je ne vois pas le problème. Qu'est-ce que la pauvreté a à voir avec les droits de l'homme ? Dans mon pays, tout le monde a les mêmes droits de l'homme, qu'il soit riche ou pauvre.* » Était-il naïf ou hypocrite ? Il est vrai que pendant longtemps, notamment pendant la guerre froide, les gouvernements occidentaux étaient réticents à admettre la dimension sociale des droits humains, et les droits sociaux, des idées bêtement rejetées comme communistes ou socialistes. Si après la Déclaration Universelle qui proclamait des droits civils et politiques et économiques, sociaux et culturels, les Nations Unies ont finalement adopté non pas un, mais deux Pactes internationaux, c'est dû aux occidentaux. Leur discours sur l'indivisibilité de tous les droits humains manquait de crédibilité. Pourtant, dès 1944 le Président F. D. Roosevelt avait affirmé : « *Une véritable liberté personnelle ne saurait exister sans la sécurité et l'indépendance économiques. Des êtres humains dans le besoin ne sont pas des êtres libres.* » Et en 1949, un des pères de la Convention européenne des droits de l'homme, P. H. Teitgen, avait fort justement souligné qu'après la Convention qui vise à garantir la « *démocratie politique* » il fallait aller vers la « *généralisation de la démocratie sociale* » en Europe. Tel était l'objectif de la Charte sociale européenne qui, malgré tous les efforts de réforme et de renforcement auxquels le Mouvement ATD Quart Monde a participé, est resté le parent pauvre par rapport à la Convention.

Les droits humains toujours menacés

Depuis la réflexion (naïve ou hypocrite?) de l'ambassadeur relatée ci-dessus, les choses ont changé en ce sens que la pauvreté est reconnue comme un défi majeur pour les droits humains. Mais malheureusement le changement s'est opéré davantage dans les discours que dans les politiques officielles. Où en sommes-nous aujourd'hui ?

Alexis de Tocqueville a écrit que la démocratie était toujours menacée. Les droits humains le sont avec elle. Aujourd'hui, au moins quatre graves menaces pèsent sur les droits humains universels et indivisibles.

Première menace : la globalisation prédatrice et l'idéologie qui la sous-tend, l'idéologie pan-économique, le fondamentalisme du marché. Cette idéologie érige les « lois du marché » en loi suprême. Elle réduit *homo sapiens* à *homo oeconomicus*, à un facteur ou, si l'on veut être un peu plus optimiste, à un acteur économique, à un consommateur et participant au marché. Dans cette vision, il n'y a pas de place pour la dimension sociale et culturelle des droits humains ni pour la solidarité. Des acquis sociaux obtenus par de longues luttes sont remis en question.

Deuxième menace, liée à la première : la destruction de l'environnement qui cause déjà et causera encore davantage à l'avenir misère et indicibles souffrances humaines. Le monde sera confronté à un nombre croissant d'éco-réfugiés.

Troisième menace : les tendances régressives et mouvements populistes. Ce sont des tendances anti-raison et anti-conscience ; elles s'attaquent à l'essence même des droits humains et à l'image de l'humain qui est leur fondement. L'article 1^{er} de la Déclaration universelle des droits de l'homme stipule : « *Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience.* » La première phrase est peut-être un peu théorique ; la deuxième nomme « raison » et « conscience » comme traits essentiels de l'image de l'humain qui est à la base de la Déclaration universelle et de tout l'édifice des droits humains.

Raison. Dans un saisissant dessin, Francisco de Goya montre un homme endormi autour de qui volètent des créatures lugubres. Et sous le dessin Goya a mis la phrase : « *El sueño de la razón produce monstruos.* » (Le sommeil de la raison produit des monstres). Hélas, l'irrationnel revient au galop. Les tendances régressives et populistes qui sont à l'œuvre dans nos sociétés visent à endormir la raison et risquent de produire des monstres.

Et conscience. Le fait qu'elle figure à l'article 1^{er} de la Déclaration universelle est dû à Peng-Chun Chang, représentant de la Chine à la Commission des droits de l'homme chargée de préparer un projet de Déclaration. Ce qu'il visait était *ren*, concept central et fondamental de la philosophie de Confucius. Il a été mal traduit en « conscience », mais ce qu'il signifie est conscience de l'autre et de l'unité du genre humain. Les mouvements régressifs et populistes s'y opposent violemment.

Les droits humains sont une conquête, mais rien n'est jamais

définitivement conquis et acquis. Ce n'est qu'au prix d'une vigilance constante qu'ils peuvent être défendus et promus.

Quatrième menace : l'inconscience, l'indifférence, le manque de solidarité. Malgré la sévérité des trois menaces que je viens d'évoquer, de larges secteurs de nos sociétés, surtout occidentales, ne sont pas conscients de l'importance fondamentale des droits humains, indifférents devant leur violation et pas solidaires des victimes de ces violations. De prétendus intellectuels, arrogants et blasés, croient qu'il est chic d'ironiser sur le « droitsdelhomisme » et le « chartisme ». Dangereux aveuglement!

Continuons le combat

Cependant, il ne faut surtout pas se laisser aller à la résignation. Au contraire, c'est avec la détermination et la ténacité qui caractérisaient le père Joseph qu'il faut continuer le combat pour les droits humains universels et indivisibles, dans la solidarité avec les victimes de leur violation. La pensée du père Joseph et l'action du Mouvement ATD Quart Monde restent d'une brûlante actualité. ■

Pour s'abonner à la Revue Quart Monde et payer en ligne :

<https://www.atd-quartmonde.fr/produit/abonnementrqm/>

Ou encore par virement bancaire.

Titulaire du compte : Éditions Quart Monde Librairie

BIC : PSSTFRPPPAR

IBAN: FR75 2004 1000 0126 31700Z02 067